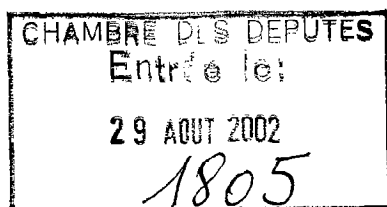


Question parlementaire N°1805 de Monsieur le Député Alex Bodry



Monsieur Jean Spautz
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 28 août 2002

Monsieur le Président,

Par la présente, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse.

L'année 2001 avait été proclamée année internationale du bénévolat.

Jusqu'à présent le Gouvernement s'est refusé à envisager des réformes législatives (fiscalité, congé associatif, assurances sociales) pour renforcer et soutenir l'engagement volontaire des citoyens.

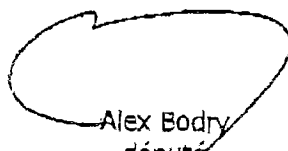
Lors des débats parlementaires début 2002 le Gouvernement avait néanmoins annoncée la création d'un conseil supérieur du bénévolat et accueilli favorablement l'idée d'une agence nationale de promotion du bénévolat.

J'aimerais connaître de la part du Gouvernement l'état d'avancement de la mise en place de ses nouvelles structures ?

Quelles sont, le cas échéant, les autres initiatives nouvelles que le Gouvernement entend développer en guise de conclusion de cette année internationale ?

Quelles en sont les répercussions budgétaires ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.


Alex Bodry
député



MINISTÈRE D'ÉTAT
LE MINISTRE AUX
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

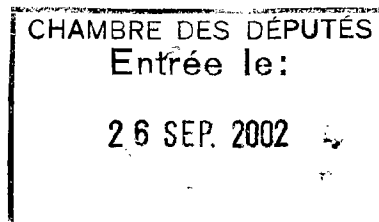
SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

Personne en charge du dossier:
Sandy Poiré
☎ 478 - 2956

Luxembourg, le 26 septembre 2002

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg



Réf.: 2001 - 2002 / 1805 - 02

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 1805 du 29 août 2002
de Monsieur le Député Alex Bodry.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe **la réponse de Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse** à la question parlementaire sous objet, concernant le bénévolat.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement

François Biltgen

**Réponse de Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la
Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse
à la question parlementaire no 1805 de l'honorable
député Alex BODRY**

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Alex BODRY, j'ai l'honneur de vous transmettre les informations suivantes:

Lors de sa réunion du 11 janvier 2002, le Conseil de Gouvernement avait accueilli favorablement la proposition conjointe de la Ministre de la Famille et de Monsieur le Premier Ministre d'instituer un Conseil supérieur du Bénévolat ainsi qu'une agence du bénévolat à coordonner par un agent professionnel.

a) Conseil Supérieur du Bénévolat

La Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse vient de soumettre au Conseil du Gouvernement le document portant nomination des représentants des quinze organismes disposant d'un mandat permanent.

La Ministre a également convoqué les représentants désignés des organismes à mandat permanent afin de procéder à la cooptation des membres complémentaires conformément à l'article 2 de l'Arrêté constitutif du Conseil. Cette concertation se fera au début du mois d'octobre 2002. Dès arrêt des membres ainsi désignés par le Gouvernement en Conseil, le Conseil supérieur du Bénévolat pourra débiter son mandat.

b) Agence du Bénévolat

En janvier 2002, le Premier Ministre ensemble avec la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et le Ministre du Budget avaient reçu une délégation de représentants des organisations de bénévoles regroupées au sein du Bureau exécutif de l'Année internationale du Volontariat. Les membres du Gouvernement avaient encouragé les représentants des organisations à concrétiser leur projet de mise sur pied d'une structure d'accueil pour le bénévolat avant la fin de l'année en cours.

Depuis lors des consultations régulières ont lieu entre les initiateurs du projet et des représentants du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. La question la plus importante concerne la forme de collaboration institutionnelle à instaurer entre partenaires, collaboration qui inclut notamment la gestion de l'Agence du Bénévolat. A notre connaissance les organisations concernées sont sur le point de formaliser ce partenariat.

La Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse attend la signature des actes juridiques relatives à cette constitution afin de conduire une convention en vue du financement d'une agence du bénévolat à partir de janvier 2003.

c) Répercussions budgétaires

Le projet de loi budgétaire pour 2003 retrace l'engagement du Gouvernement en faveur des activités bénévoles par les postes suivants :

Article budgétaire

12.0.12.306

Promotion du bénévolat: formation, documentation, sensibilisation, coordination, projets divers

15.000€

Article budgétaire

12.0.33.001

Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés assurant des services aux initiatives bénévoles dans les domaines du social, des secours, de la culture, du sport, de l'environnement, de la jeunesse, des femmes, du troisième âge et/ou accomplissant des missions d'information et de sensibilisation du public

85.511€

